

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 635 mardi 3 novembre 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour chaque mardi.

Poème de Sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus :

**Que rien ne te trouble,
Que rien ne t'effraie :
Tout passe,
Dieu ne change pas.**

**La patience obtient tout,
Celui qui a Dieu
Ne manque de rien :
Dieu seul suffit**

**LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS
LIBREMENT ET SANS MODERATION**

EDITO

LA DEMOCRATIE TRAFIQUEE

En France, tout le monde sait comment le pouvoir politique depuis longtemps trafique la démocratie. Candidatures quasi officielles comme dans un quelconque pays du tiers-monde,

financement public réservé uniquement à ceux qui sont déjà au pouvoir ou à l'opposition que l'on tolère, empêchement divers pour tous les nouveaux en politique ; il est encore bien d'autres méthodes.

L'on ne connaissait pas encore l'erreur des boutons. En effet, un coup de théâtre s'est produit à l'assemblée nationale : malgré la forte opposition de la ministre de l'économie, les députés ont voté la taxe sur les banques proposés par les socialistes.

Cela n'a pas posé de problème particulier au pouvoir quasi totalitaire en place. Un député de la majorité a indiqué qu'il s'était trompé de boutons en émettant son propre vote et celui d'un collègue et qu'en fait il n'avait pas voulu voter l'amendement en question.

A-t-il voulu signifier que bien que fort riche comme tous les députés, il n'était pas digne de sa fonction ? Il ne serait pas le seul.

Décidément les prétendues grandes démocraties se ressemblent toutes dans l'horreur. Une grande partie de la richesse insolente des députés et sénateurs français repose sur la possibilité d'engager trois collaborateurs et même, dans certains cas, encore plus de collaborateurs. Très souvent ce sont des membres de leur propre famille : l'enrichissement du groupe familial est ainsi maximum.

La presse nous apprend qu'en Grande-Bretagne les épouses des députés se rebiffent. En effet un rapport sur les pratiques parlementaires propose d'interdire à un élu d'embaucher son épouse ou un membre de sa famille.

Même pratique et mêmes effets.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE GRAND EMPRUNT

Ce projet de grand emprunt, tout à fait déraisonnable finit par se traîner en longueur. Le gouvernement va-t-il trouver un prétexte pour y renoncer ?

Les deux richissimes anciens premiers ministres qui ont été chargés de le mettre en musique précisent maintenant certains des objectifs : recherche médicale, universités, fonds de soutien des PME, énergie verte seraient les priorités. Aucune de ces pistes n'ont de véritable intérêt et il est clair que cela ne donnera pas de sous avant très longtemps et que cela n'en donnera peut-être jamais.

L'aide aux PME est malgré les apparences une très mauvaise idée puisque c'est la porte

ouverte à des choix tout à fait arbitraires. Ce dont les entreprises ont besoin c'est de la liberté et dans le cadre de la liberté les patrons d'entreprises feraient tout le nécessaire pour développer leurs firmes. Au lieu de cela, le grand emprunt tout éventuel aujourd'hui ne fera simplement que plomber l'endettement.

EUROPE

Depuis que, malheureusement, l'entrée en vigueur de la constitution européenne se précise, la course au butin super étatique est déclenchée à une allure folle. En dehors du futur poste de président et de celui de ministre des affaires étrangères, il existe une quantité de postes annexes. En particulier, il y aura un grand nombre d'ambassades avec tout le train de vie des ambassadeurs. Il existera donc très vite dans un grand nombre de pays des ambassadeurs de l'Europe, qui feront double ou triple ou quadruple emploi avec les ambassadeurs des nations existant encore à l'intérieur de l'Europe.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent et elles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

IDENTITE NATIONALE

Je vois vraiment pas pourquoi il faut faire un débat sur l'identité nationale. A mon avis la chose est très simple :

- nous sommes Français de souche et nous aimons notre pays, nous attendons en retour un minimum de respect de la part des autorités que nous avons nous mêmes élues, et de la part des non-Français de souche qui résident ici.
- nous sommes Français naturalisés et nous devons **REMERCIER** le pays d'accueil de cet honneur, et être plus Français que nature.
- nous ne sommes pas Français, le pays nous plaît, nous souhaitons y vivre et nous **RESPECTONS** ses lois, ses institutions, et ses **HABITANTS**
- le pays ne nous plaît pas, nous **DEGAGEONS** en vitesse et sans faire de vagues
- dernier cas, le Français de souche qui n'aime pas la France ou le naturalisé malgré lui : il peut s'en aller et demander une autre nationalité ailleurs, et **RENONCER** à la nationalité d'origine (il suffit de ne pas renouveler sa carte d'identité).

Tout le reste me semble être du domaine de la littérature, et ne peut servir qu'à alimenter les haines.

Bien cordialement

Christiane Chavane

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

COMMUNIQUE : Depuis un certain temps, les destinataires habituels du flash ne l'ont pas reçu. Je les prie de m'excuser. Cette absence s'explique par des changements informatiques plus longs et difficiles que prévu. Maintenant, ils sont en voie de se terminer et j'espère que ce sera pour un service amélioré.

Parallèlement, les flashes ont pu continuer à être lus sur l'édition hebdomadaire de

TOCQUEVILLE MAGAZINE (tous les mardis) :

<http://www.libeco.net>

LUNDI 2 NOVEMBRE 2009

LE STRESS AU TRAVAIL

Le stress au travail est un phénomène relativement ancien qui brusquement surgit à la surface dans un gigantesque tam-tam médiatique. Bien sûr, les suicides à France Telecom ont joué le rôle de détonateur mais pourquoi la presse ne s'en était-elle pas occupée auparavant ? Mystère.

Un journal crie dans un grand titre : « le salaire de la peur ». Il énumère des exemples absolument intolérables, dignes de Kafka, et fruit d'une immersion de deux ans dans des entreprises et à l'hôpital. Si cela dure depuis deux ans, c'est bien que le journal était au courant. Une caissière de supermarchés a perdu tous ses cheveux à force de subir des humiliations. Un syndicaliste s'est plaint d'être menacé de mort par son supérieur hiérarchique. Un cadre supérieur d'une entreprise d'import-export songe à se jeter sous le train pour échapper à la pression. Et il précise que « la pression morale est devenue un moyen d'intensifier la productivité et la peur utilisée comme un levier de pression ».

A Thalès et à Peugeot il y a eu des suicides. Un professeur à l'université de Montpellier explique que les petits patrons sont aussi touchés : « Le stress, la solitude, la surcharge de travail et l'incertitude que mettent en exergue les psychologues et les médecins du travail

sont également le quotidien de nombreux chefs de petites entreprises ». Dès qu'un incident se produit ou un accident, des cellules de soutien psychologique sont mises en place ; cela ne sert évidemment à rien, dès lors que les véritables causes de ce problème, que nous allons évoquer plus loin, continuent à exister.

Le summum du problème semble se trouver à France Telecom, bien que certains statisticiens remarquent que le taux de suicide, pour spectaculaire qu'il soit, n'y est pas finalement plus grand qu'ailleurs.

Bien entendu, les politiques fraternellement unis comme toujours en profitent pour diffuser leur idéologie coutumière. Le patronat est désigné comme le grand coupable. Dans la foulée, l'économie de marché est accusée de tous les méfaits ainsi que la mondialisation. Egalement, le développement de la planète Internet se trouve en ligne de mire. L'entreprise, seule créatrice de vraie richesse dans l'économie française, est mise en accusation par des gens qui ne savent pas ce qu'est une entreprise et, pire encore, ne veulent pas le savoir.

Les représentants qualifiés des patrons, comme le Medef ou d'autres organisations patronales, pourraient hausser le ton et désigner les vrais coupables ; complices objectifs, comme souvent, de toutes les calamités officielles ils ne le feront pas.

Pour les observateurs et les économistes honnêtes il est clair que la responsabilité de tous ces événements retombe entièrement sur les Hommes de l'État.

Depuis des décennies, ils infligent cruellement impôts et réglementations à toutes les activités utiles de l'économie pour les étouffer et finalement chasser nombre d'entre elles à l'étranger, ceci à la faveur de la libération nécessaire des marchés. La mondialisation, dans la mesure où elle se réalise sans entrave ce qui n'est pas toujours le cas, est un bienfait pour toutes les nations et tous les habitants. Si elle apparaît insupportable, c'est justement à cause du poids destructeur des Hommes de l'État, pas simplement en France mais dans beaucoup d'autres pays.

La catastrophe est aggravée par le développement abusif de la construction européenne ; n'oublions pas, au passage, que ce développement est tout à fait antidémocratique puisqu'il se réalise en contradiction avec l'opinion négative, exprimée ou non, de la majorité des populations européennes. La structure nationale des Hommes de l'État est ainsi coiffée par l'hyper-structure de Bruxelles. Tout ce magma malfaisant fait régner l'incertitude juridique dans tout le continent : cette incertitude juridique est une des grandes causes de la pression sur les entreprises.

La France est devenue un cimetière industriel, la plupart de ses grandes industries ayant disparu pour être délocalisées et ces disparitions sont dues exclusivement au même phénomène. Maintenant, ô surprise, on assiste depuis un certain temps à la disparition des grandes activités de services. Faudra-t-il que nous gardions seulement les coiffeurs ?

Il s'ajoute un phénomène encore plus grave. Il reste heureusement des activités et même des activités industrielles sur le territoire national. Mais, pour subsister et ne pas être contraints de délocaliser, les patrons et leur entourage sont condamnés nécessairement à augmenter la pression sur leurs salariés : ils leur transmettent en quelque sorte la pression venant des

politiques. Et, comme il est dit plus haut, les petits patrons subissent eux-mêmes cette pression intolérable. Sur le plan salarial, le poids de l'Etat se traduit par une quasi stagnation des salaires, les cadres eux-mêmes n'étant pas épargnés ; seuls y échappent les fonctionnaires ou quasi fonctionnaires outrageusement gâtés. Que dire des retraites en déconfiture, les politiques offrant sans vergogne le spectacle de retraites scandaleuses ainsi que de parachutes dorés financés par le contribuable ?

Comme dans toute calamité d'origine étatique, les politiques et leur « cour » en tirent prétexte pour renforcer leur emprise. De nombreuses parlottes sont prévues prochainement en particulier avec les syndicats. Bientôt un nuage de lois va surgir avec, qui sait, une sorte de bonne conduite imposée aux hiérarchies avec risque de procès en embuscade. Il en résultera d'autres calamités.

Qui nous délivrera de cette situation cauchemardesque ? Qui redonnera aux travailleurs de toutes sortes la joie de travailler dans la paix ?

Dieu seul le sait.

Michel de PONCINS

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE

Les Flashs peuvent aussi être consultés

sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATIONS

FREDERIC ENGELS

« Il n'y a rien de définitif, d'absolu, de sacré... Rien n'existe que le processus ininterrompu du devenir et du transitoire »

BOSSUET

« Le plus grand dérèglement de l'esprit, c'est de croire les choses parce qu'on veut qu'elles soient, et non parce qu'on a vu qu'elles sont en effet. C'est la faute où nos passions nous font tomber »

REVUE DE PRESSE

LA GUERRE DES RUES

Décidément la guerre des rues est l'un des caractères particuliers du désastre français. Dès qu'un événement quelconque se passe quelque part des bandes détruisent, incendient et saccagent sans aucun scrupule pour le respect des propriétés ou celui des personnes.

À Marseille, deux équipes de football se sont affrontées. Les organisateurs ne tenant pas compte de l'échauffement des esprits mais tenant compte simplement de l'affolement mondial sur la fausse épidémie de grippe ont brusquement quelques instants avant le match annulé le dit match. La presse a critiqué ces organisateurs imprudents qui auraient pu annuler le match dès la veille au lieu de laisser les supporters se déplacer. Certes ils ont agi avec légèreté étant donnés les habitudes désastreuses maintenant connues de la guerre des rues. La même presse en revanche n'a rien reproché à ces cruels supporters qui, dans leur colère ont tout saccagé y compris le TGV qui à les ramenait.

À Fréjus et Saint-Raphaël, une flambée de violence a eu lieu pratiquement en même temps. L'occasion était la mort accidentelle d'un jeune Marocain âgé de 21 ans qui a heurté un arbre au guidon d'une moto, laquelle n'était pas autorisée à circuler sur la route ; il tentait de se soustraire à un contrôle de police. Pluie de pavés, jets de cocktails Molotov, vitrines brisées, cabines téléphoniques détruites. Arrivés sur les lieux, les pompiers et policiers au nombre de 90 ont été accueillis aux portes de la cité par des jets de pierres, des cris de haine et de mort. Les forces de l'ordre ont passé toute la nuit à visiter le territoire dévasté. Ce

n'était pas une reconquête, les assaillants s'étant simplement repliés chez eux.

Dans les deux cas, la presse ne dénonce pas les vraies sources de cette flambée de violence et de cette guerre des rues : immigration abusive, abandon de toute idée d'éducation, destruction des familles, drogue etc.

LA HALDE

Cet horrible machin mène une politique raciste à l'abri d'un prétendu antiracisme. Ses comptes sont parfaitement opaques et, pour un journaliste, il est impossible de connaître les indemnités dont bénéficient le président ou les membres de cette autorité administrative qui est complètement indépendante. Elle dispose de plus de 2 000 M2 de bureaux dans un immeuble de standing du neuvième arrondissement. Les dépenses de personnel augmentent rapidement pour une activité plutôt modeste.

Finalement son modeste rendement nous sauve : les persécuteurs se noient dans leur propre bureaucratie.

BREVES ET LONGUES

LA GRECE

Malgré, précisément, le bouclage de l'opinion publique dans les supposées démocraties, il y a quelquefois de bonnes nouvelles. En Grèce, le parti de droite nationale grecque, LAOS, a remporté un grand succès aux élections législatives ; le nombre des députés à la chambre basse est passé de 10 à 15, soit une progression de 50 %. Ce succès été obtenu au détriment de la droite molle qui, comme en France, est plus ou moins gauchiste.

Le parti de droite nationale est en faveur de l'identité grecque et hostile à l'entrée de la Turquie en Europe. Il dénonce aussi la constitution européenne et le traité de Lise bonne. Il ajoute franchement que le problème grec est en particulier provoqué par le trop-plein d'immigrés. Il s'attache aux problèmes de sécurité et de criminalité galopante. Il reste à savoir si la droite molle arrivera comme elle le fait en France à négliger et surmonter les avis très clairs donnés par le corps électoral.

LES TRAVAILLEURS SOCIAUX

L'un des fruits du socialisme, celui de Sarkozy, comme celui de Mitterrand ou comme celui de Chirac est de développer sans limite le métier de travailleur social. La France compte environ 1,5 millions de travailleurs sociaux et leur nombre augmente de 7 % par an. Bien entendu ce sont en général des gens de gauche. Leur existence même conduit au développement de l'aide sociale car les politiques qui vantent l'aide sociale y trouvent une clientèle et les favorisent en tant que tels. Il y a même des écoles régionales pour développer le métier. Il y a très longtemps, il y avait seulement quelques assistantes sociales dans certaines entreprises ; elles n'avaient pas besoin de formation particulière ayant simplement leur bonne volonté et leur cœur pour rendre service.

Actuellement la floraison des aides sociales est tellement compliquée qu'il faut recevoir une formation pour s'orienter dans l'usine à gaz de ces aides.

Rappelons que la seule solidarité qui compte vraiment est la charité privée. Paul VI expliquait dans l'encyclique *Popularum Progressio* que « celui qui est animé d'une vraie charité est ingénieux à découvrir les causes de la misère ». Cela veut bien dire que la charité privée est toujours plus efficace que la solidarité publique. Cette solidarité publique ruine et les pauvres et les riches.

LES CAIDS DES CITES

Il y a 500 villes en France qui échappent à l'autorité publique. La police ne peut guère y pénétrer et on retrouve la guerre des rues. Même les pompiers sont attaqués ; lorsqu'ils interviennent, il leur arrive de recevoir des pavés sur la tête ou des objets ménagers qu'on leur balance depuis les étages. Il y a longtemps que la police sait que l'une des façons de démanteler le système serait d'attaquer les dirigeants dans leur portefeuille. La bonne nouvelle est que le pouvoir l'aurait compris et commencerait à saisir des biens et des comptes en banque;

La drogue joue son rôle et, parfois, un guetteur de 12 ans peut gagner 1500 € par semaine simplement pour avertir de l'arrivée de la police : c'est bien plus intéressant que d'aller à l'école et le rêve du gamin est de devenir lui-même caïd, avec voitures de sport, voyages à l'étranger et large de compte en banque.

La nouvelle méthode va-t-elle porter ses fruits ? Il y a lieu d'être sceptique tant la volonté politique est faible et tant il y a de corruption au sommet de l'État.

LE FSI

Ce sigle cache le Fonds Stratégique d'Investissement créé il y a près d'un an et qui est chargé d'être une sorte de fonds souverain à la française. Il a investi 450 millions en direct dans 14 entreprises et 150 millions dans différents partenariats régionaux et sectoriels. Pour se donner l'image de la sagesse il a embauché certaines personnalités privées dans ces

comités. Ces personnalités privées ont tort parce qu'elles couvrent en fait une organisation qui ne peut que conduire à la ruine puisqu'il s'agit d'un emploi de fonds publics dans des entreprises privées. Les fonds publics conduisent nécessairement soit à l'impôt soit à l'endettement. En outre, toute organisation publique conduit inévitablement à des combines.

L'UNESCO

Nous avons souvent dit que l'Unesco, sous couleur de défendre la culture, diffuse très souvent le marxisme et l'athéisme. En tant que telle, elle est très dangereuse, sans compter le luxe incroyable dont disposent ses dirigeants et ses fonctionnaires, lequel, par les impôts rendus nécessaires, empêche les gens de se cultiver librement.

Cela ne va pas changer avec la nomination scandaleuse à Paris d'une ancienne communiste bulgare à la tête de l'organisation. Elle se nomme Irina Bokova. La presse est tellement soumise au pouvoir mondialiste que personne ne s'en choque et que personne ne rappelle, en cette occurrence, les millions de victimes du communisme.

CITATION

Nous la devons à l'hebdomadaire Désinformation Hebdo et elle est de Cicéron, en 55 avant Jésus-Christ : « Le budget devrait être équilibré, les finances publiques comblées, la dette publique réduite, l'arrogance de l'administration abolie et contrôlée, et l'aide aux pays étrangers diminuée de peur que Rome ne tombe en faillite. Les gens doivent encore apprendre à travailler, au lieu de vivre sur l'aide publique »

LA DEROUTE DE LA SECU

Le déficit de la Secu qui était de 10 milliards en 2007 va passer en 2010 à 30 milliards. Le gouvernement explique gentiment et mensongèrement que ce déficit est dû à la crise. Ce n'est pas vrai : il est dû à l'absence de gestion de la sécurité sociale. Il a dit qu'il ne va pas augmenter les impôts alors que des mesures sont déjà prévues pour taper dans certains bénéfices financiers. Le prélèvement d'un euro ou de deux euros sur tel ou tel acte est bien véritable impôt. Faute de faire le nécessaire, c'est-à-dire de privatiser l'assurance-maladie, le gouvernement va être forcément condamné à loger le déficit dans l'endettement public de la France.

AFGHANISTAN

L'ONU, qui est l'instrument au sommet du pouvoir mondialiste, dénonce l'emprise de la drogue dans ce malheureux pays. Ce qu'elle ne dit pas, c'est que la drogue est un des grands obstacles à la pacification générale du pays puisqu'elle le fait vivre en grande partie. Elle ne dit pas non plus que les Américains sont de bons clients de cette drogue. De sorte que l'on arrive à la situation ubuesque d'une guerre déclenchée par les États-Unis pour délivrer l'Afghanistan de ses démons, les mêmes Américains donnant aux talibans par la consommation de la drogue le moyen de prolonger la guerre.

DOCUMENTS

Nous publions les documents tels que nous les recevons. Ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

DEMOCRATIE 2009

Les adversaires du Traité de Lisbonne connaissent bien son article 48, désigné par les Français comme la « clause-passerelle », qui permet d'en modifier les termes facilement. « Par un seul accord intergouvernemental – explique Declan Ganley – sans besoin d'en référer aux citoyens où que ce soit, ils peuvent introduire n'importe quel changement à ce document constitutionnel, ajouter tout nouveau pouvoir, sans devoir consulter un électorat où que ce soit ». Cet article coupe donc le dernier fil qui reliait encore l'Union européenne aux populations de l'Europe. Maintenant que l'Irlande a dit *yes*, l'Union européenne n'aura plus aucune intention ni aucune raison de consulter l'électorat européen. Pourquoi le ferait-elle d'ailleurs puisque les derniers référendums ont démontré un désaveu croissant de l'Union, ses institutions et ses traités. Le deuxième référendum irlandais prouve suffisamment le mépris des décideurs européens pour la démocratie. Interpréter un vote négatif en disant : « Vous n'avez rien compris : on recommence l'année prochaine », est déjà en soi un déni de démocratie. Il est piquant de constater que personne ne s'est inquiété de savoir si les Irlandais avaient bien compris cette fois-ci. Il faut dire qu'ils avaient été assez conditionnés par une campagne omniprésente en faveur du Traité de Lisbonne, dans laquelle l'Union européenne a injecté 1,5 million d'euros. Les Irlandais ont été soumis à un chantage économique par lequel l'Union européenne, mais aussi des sociétés privées comme Intel et Microsoft, ont promis, ouvertement ou à mots couverts, des conséquences fâcheuses si le résultat de la consultation était encore négatif. Même les évêques irlandais ont prêché en faveur du Traité de Lisbonne. Noel Treanor, évêque de Down et Connor a dit que les catholiques pouvaient voter pour, « sans réserve et en bonne conscience », une déclaration que les doutes exprimés en dernière minute par le cardinal Bertone n'ont pas pu atténuer. Le Premier ministre, Brian Cowen, a affirmé qu'il avait obtenu des « garanties légales » de l'Union européenne concernant l'avortement. Mais il sait très bien que c'est du vent : si l'Union européenne renonce aux pressions légales sur l'Irlande en faveur de l'avortement, elle sait qu'il existe d'autres moyens ou que le temps suffira à faire changer les choses. Par quelque côté qu'on le regarde, ce deuxième vote irlandais est une arnaque totale. Avec la signature de Vaclav Klaus, le dernier verrou garantissant les Européens sauterait. Que reste-t-il à faire au Président tchèque à part signer ? Gagner du temps ou démissionner. S'il gagne assez de temps malgré l'énorme pression, il reste une chance que Cameron accorde un référendum aux Britanniques. Mais cette chance est bien maigre...

Ainsi donc l'ère des consultations européennes est probablement close. Si Klaus signe, il n'y aura plus de référendum. Tout se décidera dorénavant entre politiciens bénéficiant de l'aval servile du Parlement européen où seuls les grands groupes ont voix au chapitre. Dorénavant

l'intérêt des peuples d'Europe ne sera plus défendu, ni même mentionné, dans les enceintes eurocratiques car il sera toujours devancé par les intérêts particuliers de puissances financières ou commerciales, ou toujours sacrifié à des intérêts stratégiques étrangers qui ne se soucient guère de l'avenir de l'Europe. « *Nous voulons que l'Europe se fasse – disait Kissinger – mais qu'elle se fasse mal.* » C'est en très bonne voie : l'Europe s'appauvrit et l'islamise à grande vitesse et les Européens sont traités comme du bétail que l'on tond et vaccine en toute liberté. Une hyper-classe européenne se consolide de jour en jour grâce aux avantages financiers colossaux que s'attribuent les privilégiés du système (commissaires, députés, fonctionnaires et demain présidents européens). « *L'euro-mondialisme se renforce – dit Bruno Gollnisch – avec son interventionnisme coercitif. Il ne pense qu'à s'étendre, demain à la Turquie, après demain à Israël.* » L'Union européenne se retrouve dans la même logique de développement que l'Union soviétique. Il n'est pas étonnant qu'elle en reprenne les pratiques. Mais il s'agit d'une Union soviétique « *dans un déguisement occidental* », comme disait Vladimir Boukovsky, avec une propagande *soft*, mais insistante, non contredite, avec des faux débats, des élections purement rituelles, des médias aux ordres, faisant semblant d'être critiques, mais en réalité évitant toujours les questions vitales. La population de l'Union soviétique a perdu sa liberté dans une révolution, sanglante et brutale, qu'elle pouvait clairement marquer dans l'histoire. La population de l'Union européenne n'aura pas cette consolation car il lui sera impossible de dire à quel moment précis elle a perdu sa liberté. Elle n'aura même pas conscience de l'avoir perdue puisque tout cela s'est fait démocratiquement.

Car ce serait justement une erreur de croire que ce qui arrive aujourd'hui se fait contre la démocratie. La démocratie ne fonctionne pas mieux au niveau national qu'au niveau européen, même si, au niveau européen, ses dysfonctionnements, opérant à plus grande échelle, ont des conséquences plus désastreuses. Certes les référendums permettent de montrer l'inadéquation totale entre la volonté des populations et celle des dirigeants ou des élus. Mais cette inadéquation est elle-même le fruit d'un système qui porte en lui sa propre perversion. Les dérives oligarchiques et totalitaires auxquelles nous assistons aujourd'hui en Europe, ne sont pas de malheureux accidents. Elles se sont produites, elles ont été voulues et planifiées dans des Etats parfaitement démocratiques sans que leurs constitutions n'aient été modifiées.

Mais les peuples d'Europe n'ont pas dit leur dernier mot. L'arrogance de l'eurocratie réveillera inmanquablement des passions et des vertus que les petits tyrans de Bruxelles croient endormies à jamais. Ce réveil est en marche aujourd'hui. On l'a vu lors des dernières élections européennes. L'Union soviétique européenne cherchera à écraser le mouvement. Elle aura bien de la peine, surtout depuis le deuxième vote irlandais où elle a montré à quels moyens elle était prête à recourir pour forcer un peuple entier à voter dans son sens. Sa crédibilité a été très abîmée. Cette victoire remportée sur le front irlandais a multiplié ses ennemis sur beaucoup d'autres fronts.

Christophe Buffin de Chosal

2 novembre, Commémoration des morts.

L'idée de la crémation continue de progresser en France avec 44% des Français qui envisagent l'incinération, contre 37,5% favorables à l'inhumation (16,6% ne savent pas), selon un sondage réalisé par le Credoc pour la chambre syndicale nationale de l'art funéraire (CSNAF) à l'occasion de la Toussaint.

Au niveau de la pratique réelle, la croissance de la crémation s'affirme, en passant de 1% en 1979, à 21% en 2001 et 28% en 2007, selon les chiffres fournis par la profession.

AFP - le 28 octobre 2009

Voici ce que dit l'Eglise dans le Catéchisme de l'Eglise Catholique au paragraphe 2300 -2301 :

Les corps des défunts doivent être traités avec respect et charité dans la foi et l'espérance de la résurrection.

L'ensevelissement des morts est une œuvre de miséricorde corporelle (cf. Tb 1, 16-18) ; elle honore les enfants de Dieu, temples de l'Esprit Saint. (...).

L'Église permet l'incinération si celle-ci ne manifeste pas une mise en cause de la foi dans la résurrection des corps.

L'Abbé François-Xavier Camper donne des précisions utiles :
(extrait du Bulletin n°20 du Prieuré N.D. de la Merci) :

1/ Bref historique :

Le 30 mars 1886, le docteur Blatin, franc-maçon notoire fit adopter, au cours de la discussion de la loi sur la liberté des funérailles, un amendement, aux termes duquel tout citoyen peut adopter l'inhumation ou l'incinération pour son mode de sépulture (...).

La possibilité en fut donc offerte aux Français, mais l'usage ne s'établit pas, choquant trop les mentalités chrétiennes et le Saint Siège s'y opposa vigoureusement. (Selon) la tradition catholique, l'inhumation confie la dépouille humaine à la terre ou à une chambre sépulcrale pour l'y laisser à l'action des causes naturelles .

2/ La tradition apostolique :

C'est un fait historique établi que les catholiques, dès le début du christianisme, ont inhumé leurs défunts. Il y a là une tradition multiséculaire remontant aux origines (...)

Avec l'extension de l'Église se propage l'inhumation des corps des défunts, quelles que

soient les coutumes préexistantes et la variété des peuples..(...). Les catholiques se sont toujours fait inhumer, si loin que l'on remonte dans notre histoire et le fondement en est dans l'autorité des Apôtres eux-mêmes.

3/ Les corps des saints :

On ne détruit pas violemment l'enveloppe charnelle dans la religion catholique, car elle a aussi contribué à la sanctification. C'est Dieu qui l'a créée par un acte particulier (Gen. I, 26) et elle a reçu toutes les onctions, bénédictions dont use l'Église pour notre salut : le corps a été sanctifié par les sacrements (baptême, Sainte Eucharistie, ...) qui sont des signes sensibles aux effets surnaturels. Ainsi, la nature sensible est associée, autant qu'il lui est possible, à l'œuvre de la grâce sanctifiante. C'est pourquoi en tous temps les restes des saints ont été entourés de respect et même de vénération (cultes, reliques, ...) et au surplus malgré bien des périls parfois, leurs corps ont été inhumés (en des lieux bénis aussi).

4/ Le sommeil de la mort :

Bien plus, les catholiques parlent de la mort comme d'un sommeil. A propos de Lazare mort, Jésus dit : "Lazare notre ami s'est endormi... mais je vais le réveiller" (St Jn, XI, 11). " ceux qui dorment" dit ensuite Saint Paul; exprimant que la mort est seulement un état temporaire pour les défunts, comme un sommeil. Aussi les dépose-t-on dans le cimetière (du grec dormitorio) (...) comme la semence mortelle destinée à germer dans l'immortalité (I cor XV, 42). Ce sommeil de la mort, sommeil particulier il est vrai, doit être respecté, car il n'est que la préparation d'un réveil éclatant : celui de la résurrection future des morts. La foi en la résurrection des morts où chacun par la puissance divine retrouvera son corps, entraîne le respect du corps des défunts amené à revivre glorieusement pour la béatitude du ciel, c'en est même la raison centrale. L'inhumation, ainsi comprise, est un acte de foi en la résurrection future. Pour l'instant le corps est livré aux forces dissolvantes, mais comme dans la germination, c'est dans l'attente, en préparation d'une vie plus florissante.

5/Notre configuration au Christ :

L'inhumation manifeste, à la différence de l'incinération, l'union mystique du catholique avec le Christ : elle le rend conforme même dans la sépulture avec son Chef "prémices de ceux qui dorment" comme nous le rappelait la liturgie pascale et dont le Corps fut déposé dans un tombeau et non brûlé avant de ressusciter le troisième jour.

N'épousons pas les idées du monde, mais celles de Jésus-Christ notre Sauveur.

REMY BERT
